



CONGRES FSU VOTES DU 5 AU 26 NOVEMBRE

Fédération Syndicale Unitaire du Val de Marne

SNASUB, SNCS, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNETAS, SNES-PJJ,
SNPIEN, SNUAS-PP, SNU-CLIAS, SNUJEP, SNUJpp, SNUPDEN, UNATOS

BUDGET 2010

- POUR UN SYSTÈME EDUCATIF QUI ASSURE LA REUSSITE DE TOUS LES JEUNES
- CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES
- POUR L'AUGMENTATION DES RECRUTEMENTS AUX CONCOURS
- POUR UNE AUTRE REFORME DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS
- CONTRE LA PRECARITE
- POUR LES SALAIRES ET LA REVALORISATION DE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS
- POUR LA DEFENSE DES STATUTS

GREVE LE 24 NOVEMBRE 2009

Bulletin n° 74

Oct-Nov 2009 1,50€

EDITORIAL

Sommaire

- 2 Edito
- 3 Préparation du Congrès
- 4 à 9 Rapport d'activité
- 10 à 17 Expressions des tendances
- 18 Sans Papiers
- 19 Les syndicats de la FSU

Rédaction:

Catherine Anglesio
Thierry Leclercq
Guy Malzac
Laurence Trublereau

Alors que le chômage et la pauvreté s'aggravent, notamment chez les jeunes, que l'ensemble des salariés, retraités et sans emploi ont des problèmes de pouvoir d'achat, la bourse annonce des hausses record, les banques renouent avec les profits et les fonds structurels d'investissements sont employés à la destruction de l'emploi et aux délocalisations sans aucun contrôle démocratique.

Au budget 2010, les suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat vont « rapporter » 500 millions, mesure homéopathique en face des dizaines de milliards qui manquent dans les caisses de l'Etat, mais le bouclier fiscal qui se chiffre en milliards demeure.

Face à ce rouleau compresseur du libéralisme, des mouvements de grèves se construisent (Pôle Emploi, sans papiers, transports...) et la votation citoyenne sur l'avenir de La Poste a été un succès au-delà de nos espérances avec plus de 2 millions de votants, preuve de l'attachement des usagers à un service public que le pouvoir veut affaiblir encore davantage.

30 000 postes de fonctionnaires d'Etat sont supprimés au budget 2010 ; 16 000 dans l'éducation nationale dont 600 dans les administrations centrales (IA, Rectorats, Ministère). La fermeture du service des pensions de La Baule serait envisagée pour 2011.

La fermeture
du service des pensions
de La Baule
serait envisagée pour 2011.

Ce budget fait de nouveaux cadeaux à l'école privée (1400 emplois supprimés dans les établissements scolaires privés au lieu de 2667 si on appliquait la règle des 20%). Il accentue l'inégalité de traitement entre une école publique vouée à accueillir tous les enfants et une école privée qui conserve la maîtrise de son recrutement.

Dans l'éducation, l'effet cumulatif des suppressions de postes se fait sentir: effectifs par classe en hausse, remise en cause de la maternelle, aide aux élèves en difficulté moins adaptée, moyen de remplacements nettement insuffisants, dégradation générale des conditions de travail, services administratifs débordés faute de personnels.

Ce budget menace également la formation et le recrutement des enseignants (postes aux concours, année de fonctionnaire stagiaire).

C'est pourquoi la FSU a décidé d'appeler à la grève le 24 novembre.

Elle appelle aussi à participer à d'autres actions :

- Signature de la carte pétition « Un pays, une école, notre avenir »
- Assise de la formation des enseignants le 7 novembre à la Sorbonne
- Participation au soutien des sans papiers en grève, ainsi qu' à la semaine d'action contre le démantèlement des familles en signant et en faisant signer la pétition.

Le congrès de la FSU, moment privilégié de l'expression démocratique de ses adhérents, devra continuer de construire des réponses syndicales à la hauteur des menaces sur les solidarités, la protection sociale et les Services Publics.

Catherine Anglesio

Préparation du congrès départemental

LE VOTE

LES TEXTES SONT
POUR LE VOTE NATIONAL: DANS LE SUPPLÉMENT AU « POUR » N°139
POUR LE VOTE DÉPARTEMENTAL: DANS CE JOURNAL FSU94 N°74

Les votes se dérouleront du 5 novembre au 26 novembre 2009.
Vous devez émettre 2 votes : un vote départemental et un vote national

Modalités de vote

**ATTENTION ! Les modalités de vote sont différentes selon les syndicats de la FSU.
En cas de doute, prenez contact avec votre syndicat !**

SDU-CLIAS : le matériel pour le vote national et pour le vote départemental est dans le présent journal FSU n°74 : mettre les 2 bulletins de vote dans l'enveloppe blanche jointe puis cette enveloppe dans l'enveloppe T. Inscrive au dos de l'enveloppe T le nom de votre syndicat, votre nom et votre prénom.

Signer le dos de l'enveloppe. Poster l'enveloppe T sans l'affranchir.

SNEP-SNES-SNPES-PJJ- SNUIPP : le matériel pour le vote national et pour le vote départemental est diffusé par un journal de votre syndicat, ainsi que les modalités de vote.

POUR LES AUTRES SYNDICATS :

Vote National: les modalités et le matériel sont diffusés et pris en charge par votre syndicat.
Vote départemental: utiliser le matériel joint dans le présent journal FSU n°74: mettre le bulletin de vote dans l'enveloppe blanche jointe puis cette enveloppe dans l'enveloppe T. Inscrive au dos de l'enveloppe T le nom de votre syndicat, votre nom et votre prénom. Signer le dos de l'enveloppe. Poster l'enveloppe T sans l'affranchir.

LES COMMISSIONS PRÉPARATOIRES
18 HEURES, MAISON DES SYNDICATS - CRETEIL

Thème 1 : Education, formation, recherche, **lundi 9 novembre**

Thème 2 : Services Publics, **lundi 23 novembre**

Thème 3 : Alternatives économiques, **lundi 30 novembre**

Thème 4 : Syndicalisme, **lundi 7 décembre**

6ÈME CONGRES DÉPARTEMENTAL
JEUDI 14 ET VENDREDI 15 JANVIER 2010

Rapport d'activité 2006-2009

Tout au long de ces 3 ans, le patronat et le gouvernement, sous l'égide de Nicolas Sarkozy, n'ont eu de cesse de multiplier les attaques contre les salariés, les chômeurs et la population afin de maintenir ou d'accroître les profits des patrons et des actionnaires. Cela s'est traduit par la démolition de l'impôt direct (paquet fiscal, progressivité ...), par l'attaque frontale contre la protection sociale (retraites et sécu ...) et contre l'ensemble des services publics (RGPP, Réate, non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite). La crise économique a conforté la politique antisociale du pouvoir : nationalisation des pertes et privatisation des profits, validation des plans sociaux de licenciements ou de liquidation d'entreprises, jetant à la rue des milliers de salariés, austérité salariale et généralisation de la précarité. La FSU doit construire un rapport de force obligeant le gouvernement à un véritable dialogue social pour satisfaire les revendications et mettre fin à cette politique qui alterne dialogue social corseté et répression brutale des salariés mobilisés dont les militants syndicaux ou des plus fragiles comme les travailleurs sans papier. Dans le Val de Marne, le préfet exécute fidèlement la politique du gouvernement tant en matière d'austérité budgétaire que pour restreindre le droit de grève et mener la chasse aux sans papiers.

C'est pourquoi la FSU94 a dû se battre sur une multitude de fronts :

1- Education Nationale : défense des personnels, réussite de tous les élèves

Dans le 1er comme dans le 2nd degré et le supérieur :

- les personnels subissent de plein fouet la politique libérale du gouvernement : suppression massive de postes, perte du pouvoir d'achat, détérioration des conditions de travail, répression syndicale...
- quant aux élèves, ils voient leurs conditions d'études se détériorer à tous les âges : accueil des 2 ans, carte scolaire, suppressions d'options, augmentation du nombre d'élèves par classe, bac pro 3 ans ...

La FSU94 a activement participé à toutes les grandes batailles organisées au plan national par notre fédération pour la défense et le

développement du service public d'éducation, dont les manifestations de l'enseignement supérieur en 2008-2009. La mobilisation de l'année dernière des Universités et IUFM a bien sûr porté sur la défense du décret de 1984, mais elle a aussi montré l'attachement des personnels au service public et aux statuts, mis à mal par la réforme de la formation initiale des enseignants. Dans le 1er degré, perte du statut de pré recruté formé, baisse de salaire durant un an, appel massif à des non-titulaires du concours pour les stages en responsabilité, titularisation validée uniquement par la hiérarchie... quel que soit le choix fait par le gouvernement, le cœur de cette réforme reste inacceptable en l'état.

Fenêtre A

Pour autant, avec un gouvernement qui ne fait pas « de quartier » et qui instrumentalise le dialogue social, notre fédération est placée devant ses responsabilités. Les actions de pressions ou les grèves sans lendemain n'ont été d'aucune efficacité et ont découragé nos collègues. Il est logique que devant ce constat d'échec, des enseignants de notre département ont pris le risque de désobéir individuellement mais aussi collectivement : refus de base élèves, boycott des livrets d'évaluation dans les collèges et les écoles, refus de l'aide personnalisée et des évaluations dans le premier degré, blocage des maquettes de masterisation dans le supérieur, peu à peu un mouvement de résistance a émergé. Si les mandats et l'action des ses syndicats y ont leur part, la FSU, en tant que telle, n'a pas vraiment pris sa place dans ces mobilisations. Or elles contribuent à enraciner la résistance en l'absence de véritables propositions de ripostes convergentes notamment de la part de la FSU.

Fenêtre B

Face à ce gouvernement qui préfère la répression à la négociation, les syndicats de la FSU ont pris leurs responsabilités en proposant aux collègues des actions ciblées : refus de base élèves, boycott de l'expérimentation des livrets d'évaluation dans les collèges et les écoles, refus de l'aide personnalisée et des évaluations dans le premier degré, blocage des maquettes de masterisation dans le supérieur. Dans tous ces combats, la FSU94 en tant que telle a contribué aux mobilisations en relayant le plus largement possible toutes les informations et toutes les actions.

Rapport d'activité 2006-2009

Notre fédération doit prendre la mesure des enjeux en termes d'efficacité syndicale depuis ces trois dernières années et se demander quelles actions ont contribué à construire le rapport de force.

Fenêtre A

Les mobilisations ont permis de faire reculer le gouvernement sur la réforme des lycées, une partie des suppressions de postes en RASED, le décret des enseignants chercheurs... La FSU94 a dénoncé la logique commune sous-tendant toutes ces contre-réformes et a cherché à développer des convergences entre le 1^{er} degré, le 2nd degré et le supérieur. Mais elle s'est heurtée à plusieurs obstacles: les actions sectorielles ont été menées les unes après les autres mais jamais en même temps, les personnels n'ont pas toujours perçu le lien entre leurs propres préoccupations et celles des personnels des autres secteurs.

Fenêtre B

Certainement pas les journées d'action de plus en plus espacées qui ont gâché la formidable disponibilité à l'action présente chez nos collègues. C'est d'abord la grève reconductible dans le supérieur avec ses Assemblées générales souveraines qui ont tenu la dragée haute aux Péresse et Darcos alors que la FSU tergiversait sur le retrait du projet gouvernemental pour finalement s'abstenir sur les décrets d'application dans le second degré ! Mais c'est aussi la lutte des lycéens contre la réforme des lycées qui nécessitait un relais syndical. Enfin ce sont les mobilisations multiformes dans le primaire, des grèves massives aux résistances et aux désobéisseurs qui ont forgé le rapport de force l'an passé. A l'inverse l'incapacité de la FSU à faire converger les mobilisations du premier degré, du secondaire et du supérieur, a altéré son image. Elle était et reste la première force en responsabilité capable de tenter, par la grève reconductible, de mettre en échec ces contre-réformes. Au travers ces luttes et auprès des jeunes collègues qui nous rencontrent ainsi pour la première fois c'est l'avenir de la FSU et du syndicalisme dans nos professions qui se joue.

La FSU94 a également participé à de nombreuses actions unitaires avec la FCPE tant au niveau départemental que régional.

Ont été organisées des soirées-débats sur des thèmes éducatifs comme « la réussite scolaire », « le travail après l'école »...

La FSU94 a interpellé les élus sur les questions de carte scolaire, d'AVS, de SEGPA... Elle a également agi sur des problèmes locaux spécifiques au département : la non prise en compte de la difficulté scolaire des élèves dans le Val de Marne, l'abandon de la politique des ZEP, alors que 40% du département est classé en ZEP, ont conduit les syndicats de la FSU94 à organiser, avec les parents, des occupations d'établissements et des nuits des écoles qui ont conduit à des succès et permis de lancer et organiser la mobilisation.

Dans le second degré, la politique d'éducation prioritaire fait place, depuis trois ans aux RAR et aux établissements dits "ambition réussite". Ces établissements, même s'ils ne sont que deux dans le 94 ont pourtant ouvert la porte à l'expérimentation et à la déréglementation sous prétexte d'autonomie et d'adaptation au "local". Depuis, le nombre d'établissements expérimentaux s'est multiplié dans le 94. Ils recouvrent des réalités extrêmement variées mais qui grignotent chaque fois un peu plus les statuts. La FSU s'est engagée, aux côtés des collègues de ces établissements dès le départ en informant des dangers de l'expérimentation et en soutenant les équipes éducatives face aux difficultés qu'elles rencontraient. Elle continuera également à dénoncer ces "zones" qui mettent à mal le collège mais aussi le lycée et n'occultera pas ces questions éducatives de fond dans les années à venir (collège unique, réforme des lycées, programmes...).

Concernant l'assouplissement de la carte scolaire, les analyses des syndicats de la FSU se confirment : ghettoïsation de certains établissements, assouplissement utilisé comme une variable d'ajustement au service de la suppression des postes, classes surchargées, enseignement à plusieurs vitesses...

En outre, la loi Carle, qui impose aux communes le financement de l'enseignement privé avec l'instauration du chèque éducation, remet encore davantage en cause les principes républicains qui fondent le service public laïque de l'enseignement. En effet, cette loi instaure un chèque éducation qui crée une relation marchande usager-commune très éloignée de l'intérêt général et de la justice sociale et vient accentuer la ghettoïsation, les communautarismes et les particularismes, autant de maux déjà générés par le détricotage de la carte scolaire. La FSU94 a dénoncé ce coup porté à la laïcité et à ses valeurs.

Rapport d'activité 2006-2009

La FSU94 a toujours été et continue d'être partie prenante des dispositifs mis en place par le Conseil Général pour la réussite de tous les élèves: « SOS rentrée », « observatoire des inégalités »...

Les représentants des syndicats de la FSU94 n'ont eu de cesse de défendre les postes et les conditions de travail et d'études de chacun. Ils ont obtenu des avancées significatives, en particulier en CHS au sujet de la médecine de prévention.

2- Services Publics et questions de société

Conformément au crédo libéral des directives européennes qui marchandisent l'ensemble des activités sociales (services publics et protection sociale), on assiste aujourd'hui à une dégradation sans précédent des Services Publics.: Pôle Emploi, Education, Justice, La Poste, la Santé...

Des milliers de postes sont supprimés chaque année dont des centaines dans notre département et le recours aux précaires devient la loi commune (contractuels, vacataires, AED et EVS...). Sous payés, écartés d'une vraie formation et licenciés, ces personnels sont pour le gouvernement une machine de guerre contre les emplois et les garanties statutaires

La diminution importante du nombre de fonctionnaires, en particulier ceux de l'Etat, le non remplacement des absences et des départs en retraite débouche inéluctablement sur une dégradation du service et de l'opinion que s'en fait le public imputable au seul gouvernement. C'est le cas dans les 3 Fonctions Publiques où les remplacements des personnels qualifiés se font de plus en plus souvent à des grades inférieurs ou par des personnels précaires diminuant ainsi les coûts salariaux et bloquant les promotions.

En réalité, cette politique, qui fait miroiter un gain salarial illusoire, non seulement exploite à moindres frais les compétences des agents mais encore freine l'évolution globale des carrières.

Les autres déclinaisons de cette régression sont le salaire au mérite, les heures supplémentaires, la multiplication des différents types de primes, aussi inégalitaires qu'aléatoires, et la GIPA qui ne compensent pas la dépréciation du point d'indice. Cette politique salariale substitue progressivement une conception individuelle de la rémunération à la notion collective par la destruction de la grille, la perte des solidarités et des repères collectifs. Le prolongement de la durée de cotisation pour la retraite est une régression sociale supplémentaire.

La FSU94 a toujours cherché à développer les contacts avec les organisations syndicales de salariés afin de permettre des prises de positions et des actions communes.

Lors de l'institution du service minimum, qui porte atteinte au droit de grève ainsi qu'au droit à l'information syndicale, le préfet du 94 a voulu en durcir la mise en place (SMA) en dressant des listes illégales de pseudos volontaires (retraités, animateurs ...), en menaçant les enseignants ou en traînant en justice les mairies récalcitrantes.

Un mouvement de résistance a été initié par les enseignants du premier degré, soutenu par des communes avec l'appui des parents d'élèves.

Le refus par les personnels et les usagers de la politique du tout sécuritaire a conduit la FSU94 à contribuer au Collectif National Unitaire contre la loi sur la délinquance des mineurs, au côté de la LDH et à s'impliquer pour la défense des libertés.

La FSU94 a soutenu les « sans papiers » par des envois systématiques de mails et de fax à la préfecture dès que besoin et par des aides matérielles à l'ASSOUEVAM., participé à des parrainages citoyens et agi à travers RESF dans les établissements scolaires pour soutenir les élèves risquant une expulsion.

La FSU94 engagée dans le Réseau Education Sans Frontière a poursuivi son engagement pour le respect du droit à l'éducation pour tous avec ou sans papier : suivi des dossiers, accompagnement en préfecture, campagne de mobilisation contre les expulsions. De nouveaux collectifs RESF ont ainsi vu le jour sur certaines communautés éducatives du département.

A la suite de l'appel à la régularisation des enfants scolarisés et de leur famille, de la campagne pour les jeunes majeurs « la loi doit changer », et du soutien apporté aux travailleurs sans papiers en grève et contre le délit de solidarité, la FSU94 participera à la campagne de mobilisation pour le 20^e anniversaire des droits de l'enfant à l'heure où le gouvernement supprime la défense des enfants et les enferme en centre de rétention.

Un soutien a été exprimé aux salariés en lutte de Métal Color, de Paris-store et aussi à ceux de l'Imprimerie Nationale de Choisy.

Les forces militantes de la FSU94 se sont engagées partout où elles le pouvaient pour participer à la votation citoyenne contre le changement de statut de La Poste.

Rapport d'activité 2006-2009

La FSU94 a également participé à des réunions et rassemblements concernant les questions de santé : collectif contre les franchises, CPAM, loi « Hôpital, Santé, Patients, Territoire »...

Enfin, la FSU94 a interpellé les maires, députés et sénateurs du département sur différentes questions : franchises médicales, loi « Hôpital, Santé, Patients, Territoire », AVS, ainsi que les députés européens concernant la loi sur l'immigration.

La FSU94 est régulièrement en contact avec des élus du Conseil Général, pour traiter des questions d'éducation mais aussi de représentativité. Forte de ses mandats, la FSU94 est intervenue lors de la réunion initiée par Christian Favier sur les effets de la crise dans le département, ainsi qu'à la préfecture.

La FSU94 a participé aux rencontres organisées par le Conseil Général : fête des solidarités, anniversaire de la Maison des Syndicats...

Vie interne de la FSU94

Les retraités

A la suite du précédent congrès national, la SFR94 a été créée. La FSU94 lui a apporté une aide matérielle et logistique. Une place régulière au sein du journal départemental et dans les structures de la FSU94 est réservée aux questions des retraités et des retraités. Cependant 2 questions importantes restent à résoudre :

La FSU94 ne siège pas en tant que telle à la CODERPA. Nous avons donc saisi à maintes reprises le Conseil Général afin d'obtenir un siège et à ce jour, la réponse du Conseil Général semble évoluer positivement.

La FSU a protesté contre le refus qui lui est fait, sous prétexte qu'elle est dans la FGR, d'apposer son logo sur les tracts régionaux et nationaux dans le cadre du mouvement intersyndical des retraités. Certes, ce problème ne se retrouve pas dans le Val de Marne, mais la FSU94 continue à tout mettre en œuvre pour obtenir ce droit au plan régional et national, d'autant plus qu'il est accordé à l'UNSA qui est pourtant également dans la FGR.

Aides aux syndicats de la FSU

La FSU94 est particulièrement attentive à l'aide qu'elle peut apporter aux syndicats de la fédération. Matériellement, cela se traduit non seulement par l'achat et la mise à disposition de matériel de

reproduction aux syndicats de la FSU, et parfois à des associations (FCPE, sans-papier, UNEF, organisations lycéennes...) mais encore par l'aide en direction d'initiatives locales (prêt du vidéoprojecteur, des sonos,...) et lors des manifestations, par la location de camionnettes, le chargement et déchargement du matériel (animation, drapeaux, badges...). Cela a été entre autre le cas lors des manifestations de 2008-2009 dans le supérieur.

Financièrement, la FSU94 a versé une aide substantielle pour la réalisation du journal du SNICS et du SNASUB lors de leurs élections professionnelles.

La FSU94 a décidé de réorganiser ses bureaux et d'acheter de nouveaux matériels d'impression, afin de faciliter le travail des militants de ses syndicats.

La FSU94 est soucieuse d'assurer une permanence quotidienne. Cela permet très souvent d'aiguiller téléphoniquement de nombreux collègues vers le syndicat idoine.



Représentativité

La FSU est la 1ère fédération de la Fonction Publique. Cette place a été confirmée dans notre département lors des élections professionnelles de 2008.

Dans la Fonction Publique Territoriale, le SDU-CLIAS FSU est devenu le 2° syndicat (derrière la CGT) sur l'ensemble des collectivités locales du Val-de-Marne avec 15,8 %, en devançant notamment FO (13,6%), la CFDT (8,9 %), SUD (6,9%), l'UNSA (2,3%), la CGC (1,9%) la CFTC (1,6 %) et les autres listes autonomes... Le SDUCLIAS-FSU94 est aussi devenu le 1er syndicat dans plusieurs collectivités (Ablon, Boissy-Saint Léger, Limeil-Brévannes, Noisieu, Rungis, Sucy-en-Brie et Villiers sur Marne) et est arrivé en seconde position à Arcueil, Choisy le Roi, Ivry ainsi qu'au Conseil Général.

Partout où nous avons présenté des listes, le SDUCLIAS -FSU 94 a obtenu des élus aux CTP des collectivités val de marnaises.

Rapport d'activité 2006-2009

Résultats des syndicats de la FSU aux élections de 2008 dans le Val de Marne

Syndicats	SDU		SNES				SNASUB	SNUIPP	SNEP	SNUEP
	CG94	Coll. Terr.	Certifiés	CPE	Co-Psy	AED-MISE				
Exprimés		18 392	2831	203	83		1052	5042	443	748
Nbre de voix		2944	1587	104	74		276	2245	415	154
Pourcentage	30,1	16	56,06	51,23	89,16	30,82	26,24	44,53	93,67	20,59

Syndicats	SNESUP	SNPES-PJJ	SNICS	SNUIPP, SNEP, SNES	
				PEGC	Agrégés
Exprimés	1328	112	71	73	1112
Nbre de voix	551	73	34	46	621
Pourcentage	41,5	65,18	47,88	63,01	55,85

Ainsi pouvons-nous peser de tout notre poids dans les instances représentatives.

La reconnaissance de l'ensemble des voix des salariés du département reste au cœur de nos préoccupations.

Une avancée a été obtenue par la prise en compte des voix de l'ENVA et des TOS du rectorat. Cependant, plus de 500 voix de Paris XII ne sont toujours pas prises en compte.

Outre les questions financières liées à la subvention accordée par le Conseil Général en fonction du nombre de voix obtenues par les organisations syndicales, il est absolument antidémocratique que les voix d'un certain nombre de salariés Val de Marnais ne soient pas prises en compte dans le calcul de la représentativité de la FSU.

Communication

La FSU94 a mis en place des listes de diffusion pour chacune des instances dans lesquelles elle siège (CDEN, CTPD, CHSD) afin de permettre une communication et un débat plus rapides pour construire des positions fédérales. Cependant, les réunions préparatoires restent indispensables.

La FSU94 convoque les membres du CDFD par un envoi postal, dans l'objectif d'une participation plus importante de ses militants. Ce choix a porté ses fruits mais le nombre de présents n'est pas encore satisfaisant.

Le BDFD reste convoqué par mailing.

La FSU94 s'est attachée à améliorer de manière conséquente la présentation et le contenu de son journal qui paraît 5 fois par an.

Le secrétariat qui fait office de comité de rédaction et de lecture fonctionne dans un esprit fédéral.

La FSU94 a organisé un stage départemental sur le thème des droits dans la Fonction Publique avec l'intervention de Michel Angot, secrétaire national du SNU-CLIAS.

Le site de la FSU94 est régulièrement mis à jour, il permet à chacun de disposer au plus vite des informations départementales et nationales.

Mais il serait souhaitable de moderniser sa présentation.

Rapport d'activité 2006-2009

Pistes pour l'avenir

Organiser l'action et la réflexion des différents syndicats de la FSU, tant au plan départemental que régional permettrait par la confrontation des différentes approches, la construction de revendications fédérales transversales sur les grands dossiers ainsi que des interventions coordonnées dans les instances (notamment dans les CTP, CDEN, CAEN...).

En particulier, les mandats respectifs des différents syndicats de la FSU sur la maîtrise constituent une réelle difficulté à laquelle il faut travailler pour établir des convergences vue l'urgence, dans le département.

Ce sujet ne devra néanmoins pas occulter les autres questions éducatives (ZEP, apprentissage, collège unique, réforme des lycées, programmes...) sur lesquelles il y a eu une vraie avancée de la réflexion fédérale qu'il faudra consolider.

Fenêtre A

Il serait peut-être envisageable que la FSU puisse aider à la mise en place de structures transversales non pérennes, selon les attentes, mobilisations et demandes des syndicats afin de favoriser les rencontres et de coordonner les actions au niveau le plus adéquate.

Fenêtre B

Mais l'activité fédérale ne saurait se réduire à un intersyndicalisme dans des instances de concertation. Conformément à ses statuts, la FSU doit mettre en place plus activement des structures locales permettant aux équipes syndicales de base de se rencontrer et de coordonner l'action syndicale au niveau le plus adéquat. Profs de lycées ou de collèges et éducateurs, ATSEM et prof d'école etc ... en ont besoin dans de nombreuses situations sans oublier la place et la force que de telles « union locales » pourrait prendre dans nos communes pour la défense des services publics. Cette « école » du fédéralisme serait bien utile aussi pour dépasser les crispations et faciliter de futures synthèses sur les questions les plus brûlantes de nos métiers (maîtrise, projet éducatif, dialogue social...)



La FSU94 gagnerait encore en efficacité si elle arrivait à convaincre les militants à participer plus activement à l'activité fédérale, notamment aux instances. Il serait souhaitable que tous les syndicats soient régulièrement représentés.

Face à un gouvernement qui ne renonce en rien à ses projets de régression sociale, comment faire en sorte que le mouvement syndical s'amplifie, se renforce, s'élargisse, trouve des formes d'actions adaptées pour stopper cette remise en cause des Services Publics ?

Trouver ensemble des pistes pour l'unité mais aussi pour l'action doit être une préoccupation tant départementale que nationale.

Rapport d'activité voté à l'unanimité par le BDFD du 19 octobre 2009

UNITÉ ET ACTION ET SANS TENDANCE:

Liste Unité et Action Et sans tendance

SABLIC Didier SNEP
ANGLESIO Catherine SNES
HOUGUER Hélène SNUipp
ANGOT Michel SDU-CLIAS
MONTANTIN Lara SNASUB
BELARBI Yasmina SNICS
LAUTON Gérard SNESUP
TRUBLEREAU Laurence SNUEP
POLLACK Bruno SNETAP
GOUEZOU Jean-Michel SNES
BENECH Coralie SNEP
MALZAC Guy SNES
AERTS Philippe SNEP
AGOSTINI Catherine SNUIPP
AMIABLE Carole SNUIPP
BACHELLERIE Benoît SNEP
BALDUCCI Dominique SNES
BARRE Lionel SNES
BASTIDE Catherine SNUIPP
BOZON Philippe SNEP
BURING Alice SNES
CHENET Joel SNUIPP
CHERON Stéphane SNUIPP
COFFINET Katherine SDU-CLIAS
CUGIER Jean SNEP
DELALANDE René SNES
DELLINGER André SNES
DESTENAVE Jérémy SNES
DIAZ Violette SNES
DRECOURT Laure SNEP
DUMORTIER Gilbert SNES

*Unité et Action appelle les collègues à participer aux
des congrès national et départemental de la FSU,
pour analyser l'activité menée*

Incontestablement la FSU a développé une activité qui en fait une des organisations incontournables dans le paysage syndical.

Dégradation de la situation sociale, mise en cause du modèle social français, attaques contre les acquis sociaux, les services publics, casse des solidarités au profit du chacun pour soi : les choix à l'œuvre depuis l'élection de N. Sarkozy s'inscrivent totalement dans les politiques libérales menées au profit de la finance et de la spéculation, qui ont conduit à une crise que le pouvoir tente d'instrumentaliser pour aller encore plus loin !

Dans cette situation, la FSU a développé une activité dense et multiforme. Sur ses secteurs comme au plan interprofessionnel, elle a participé à la construction de mobilisations fortes et unitaires, indispensables à la satisfaction durable des revendications.

Construire du fédéral dans une organisation regroupant de nombreux syndicats nationaux, différents courants de pensée, des sections départementales diverses, n'est pas simple.

Mais la recherche permanente de la synthèse, sans en rabattre sur les revendications, a été l'attitude constante de la direction de la FSU.

Le rapport d'activité trace donc l'engagement mené depuis le dernier congrès, avec ses forces et ses faiblesses.

Nous vous appelons à voter pour.

Contact :

Didier Sabolic, dsabolic@free.fr

*C'est pour poursuivre dans cette direction, sans nier
mais pour construire ensemble les réponses et les alternatives*

*NOUS VOUS APPELONS À VOTER
ET POUR LA LISTE PRÉSENTÉE PAR*

VOTEZ POUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA FSU

votes et aux débats préparatoires

moments privilégiés

et choisir une orientation pour les années à venir.

Sur 3 sujets, le rapport d'activité national soumet deux formulations au vote. Quels sont les points principaux de divergence qui amènent à ces «fenêtres» ? Ils portent essentiellement sur l'attitude face au pouvoir et sur la conception de la fédération et son rôle par rapport aux syndicats nationaux.

Certains considèrent que la FSU, notamment à cause « des réticences de ses principaux syndicats nationaux », aurait refusé de faire converger les luttes et d'affronter le gouvernement ; que la FSU aurait dû imposer que la délégation FSU émette un vote négatif au CTPM, en opposition avec certains de ses syndicats. Cette approche insiste sur le renforcement du transversal et du fédéral, et considère que les mandats des syndicats nationaux relèvent avant tout du corporatisme. Les syndicats sont présentés comme des freins à la capacité d'intervention de la FSU.

A l'inverse, d'autres font l'analyse que la FSU a cherché à construire des synthèses et des convergences, à mener les luttes unitaires. Cela n'a jamais été facile et si cela n'a pas toujours abouti, cela a toujours été tenté. L'histoire de chaque corps fait partie d'un patrimoine que la fédération doit assumer. C'est ce qu'elle fait lorsqu'elle respecte strictement les mandats élaborés en leur sein par les syndicats nationaux. Nous ne désirons pas retomber dans ce que nous avons connu et tous combattu avant que ne soit créée la FSU.

Liste Unité et Action
Et sans tendance

DUQUESNE Sophie SNEP
GHEBBI Christiane SNUIPP
GIRAL Jean-Claude SNES
GIRAL Julien SNASUB
GOURBIER Catherine SNES
GRIVOT Laurence SNES
GRISEY Noëlle SNUIPP
HARVIER Jean-Michel SNES
KERFTI Francine SNEP
KERN Geneviève SNUIPP
KOURDA Sonia SNES
LAMBERTIN Josselyne SNUIPP
LECLERC Thierry SDU-CLIAS
LEGOFF Gaïd SNES
LEGUERINAIIS Patrice SNUipp
LESVIGNES Marc SNUIPP
LONGUET Michel SNES
METZGER Vincent SNES
MEYERIE Annick SNUIPP
NARCE Franck SNUIPP
PHALIPPOUX David SNUIPP
PRIMEL Danielle SNES
QUINSON Cécile SNUIPP
REY Eric SNUIPP
RISTORI Michel SNES
ROBY Sébastien SNUIPP
SAUTEL Michel SNUIPP
SPAGNOLI Joseph SNES
SULTAN Valérie SNES
TRUFFINET Isabelle SNES
VOLLOT Philippe SDU-CLIAS

les difficultés rencontrées,

permettant d'y répondre et d'avancer tous ensemble que

POUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ

UNITÉ ET ACTION AVEC LES SANS TENDANCE.

Liste Ecole Emancipée
et hors tendance

PIAGET Natacha SNES
DUFOUR Bruno SNUIPP
TREILLET Stéphanie SNESUP
HEURTEBIZE Hervé SNU-CLIAS
HAUDIQUET Valérie SNPES-PJJ
CHEVALIER Luc SNUTEFI
LEMOULE Sylvie SNUIPP
BOERES Thierry SNES
CELEYRETTE Agnès SNUIPP
TRAORE Bila SNU-CLIAS
RAJKUMAR Virginie SNES
GUINTRAND Thierry SNUIPP
MICLO Grétel SNES
LE CORNEC Bruno SNUIPP
FEVRE Christiane SNU-CLIAS
SOLER Micheline SNUIPP
GALIN Bernard SNES
ACHART Jean-Louis SNES
KASSAB Alia SNUIPP
CHRISTIANY Jean-Michel SNES
TRAN Thi Mai SNUIPP
BOURRET Sandrine SNES
CHARPENTIER Bernard SNUIPP
OTSMANE Nadia SNES
REQUENA Pascal SNUIPP
CAVARROC Colin SNES
VOLLAIRE Christiane SNES
ROUXEL Chantal SNUIPP
FEVRE Michel SNUIPP
BERTHOLET Evelyne SNUIPP
CHAUSSENDE Pascale SNES

**Contre leur crise et leur politique,
le syndicalisme doit contre attaquer !**

Le Medef et ce gouvernement aggravent chaque jour les politiques libérales ! Des milliers d'emplois sont supprimés ou précarisés, les services publics démantelés, les régimes de retraites et de santé et la protection sociale remis en cause. Tandis qu'une fiscalité pour les riches appauvrit l'Etat, celui-ci cède la place aux intérêts privés.

Dans la fonction publique, les suppressions massives de postes, le gel des salaires, la loi sur la mobilité des personnels, le recours systématique à la précarité, s'ajoutent à une série de réformes dévastatrices qui veulent opposer salariés du public et du privé.

Pour tout cela, le gouvernement s'est doté d'outils de destruction de l'emploi public : LOLF, RGPP, REATE...

Devant ces attaques, des mouvements sociaux comme le CPE en 2006 ont montré qu'il est possible de faire reculer le gouvernement par un rapport de force à la hauteur d'un « tous ensemble » ,

Face à l'urgence d'une riposte sociale qu'a fait la FSU ?

L'Ecole n'est pas épargnée par les contre-réformes : celles du primaire (droit de grève-SMA, aide personnalisée ...), des universités (enseignants chercheurs), celles des collèges et des lycées, et celles de la formation des enseignants ou sur la laïcité ont provoqué des mobilisations massives en 2008-2009. Or la stratégie syndicale de la grève perlée, secteur par secteur, n'a pas permis d'y mettre un coup d'arrêt. La FSU n'a pas organisé la convergence dans l'Education. Elle a laissé isolé le formidable mouvement coordonné des universités et des chercheurs, elle a aussi laissé isolé le mouvement de résistance dans le 1^{er} degré sans autres perspectives que la désobéissance ! Pour finir elle s'est scandaleusement abstenue sur les décrets portant sur la « mastérisation », certains syndicats espérant « troquer » cette réforme contre une « revalorisation » c'est-à-dire des miettes pour quelques uns et rien pour tous les autres ! Cela a installé la FSU dans l'impuissance,

L'Ecole Emancipée s'est battue contre cette orientation et pour que la FSU bouscule la paralysie de l'intersyndicale fonction publique et pèse pour un mouvement interprofessionnel. La mobilisation et l'unité syndicale exceptionnelles lors des deux journées de grève des 29 janvier et 19 mars 2009 exigeaient que soit posée, comme aux Antilles, la question de la grève générale interprofessionnelle.

En refusant de se confronter au gouvernement, les directions syndicales ont laissé s'effriter ce mouvement social.

**Pour une FSU offensive, fédérale, et unitaire
pour la transformation sociale**

L'unité, demande forte des salariés, n'a de sens que pour construire une véritable riposte ! Sinon, comme l'an passé, la volonté d'action

**VOTEZ ET
pour la liste
l'ÉCOLE ÉMANCIPÉE**

D'ORIENTATION ET HORS TENDANCE

des salariés sera dévoyée dans des actions éparpillées et sans lendemains ! C'est avec cette stratégie de l'échec qu'il faut rompre !

Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale doit s'appuyer sur les salariés mobilisés contre la société capitaliste et ses régressions. Il ne s'agit pas de négocier des bribes ou de célébrer une unité sans contenu mais bien de prendre à bras le corps les questions d'emploi, de précarité et des droits pour tous ! Le paritarisme, faute de mener la bataille à la hauteur de ce qui a permis historiquement de l'imposer, risque bientôt de ne plus être qu'un lointain souvenir.

Qui peut penser que nous pourrions, dans la FSU, nous contenter de nous replier sur des corporatismes diviseurs, condamnés à l'échec ?

La situation exige une FSU encore plus fédérale dans les départements, les régions et nationalement. Une FSU qui propose d'autres orientations et initiatives sur les terrains où elle est en responsabilité et plus largement sur les questions de société (forums sociaux, solidarité avec les Sans-papiers et participation active au Réseau Education Sans Frontières, défense des précaires, du droit des femmes...).

Une FSU qui, face aux hésitations et aux impuissances du mouvement syndical, s'adresse à la CGT et à Solidaires pour construire ensemble un véritable pôle porteur d'alternatives sociales.

Dans le Val de Marne aussi la FSU doit s'affirmer !

Dans notre département, la FSU s'étiole, étouffée par une souveraineté mal comprise de syndicats nationaux, qui lui interdisent de délibérer sur l'action (comme en septembre dernier) ou d'être un acteur réel de la vie syndicale départementale.

Il faut se donner les moyens de réunir les personnels en assemblée générale inter-catégorielle, locale et départementale afin de favoriser la mobilisation et articuler dans l'action le rôle syndical avec l'auto-organisation des personnels (AG, coordination...)

Il faut donner la possibilité d'exister aux sections FSU syndicales locales ou d'établissement regroupant les personnels de plusieurs syndicats dans une action commune et prolongée !

Il faut des publications régulières de la FSU 94 (bulletin, site), pluralistes pour informer et porter le débat syndical auprès de l'ensemble des syndiqués.

Ce congrès FSU marquera une étape dans son histoire : corporatisme ou fédéralisme ? Résignation ou transformation sociale ? Repli sur soi ou combats collectifs ?

Liste Ecole Emancipée et hors tendance

CATELAIN Françoise SNUIPP
GRANPOLD Anne Gaëlle SNES
MONIN Boris SNES
PINON Marion SNUIPP
PORTIER Sophie SNES
FUSTEC Daniel SNUIPP
ACHART Philippe SNES
BARRAUD Valérie SNUIPP
BEKHTARI Grégory SNES
FRAYE-PARIS Janine SNUIPP
PETIT Claire SNUIPP
BRUGNON Brigitte SNUIPP
VIBERT Catherine SNUIPP
SOULEZ Marie-Claude SNES
RAIVARD Elise SNUIPP
OLIVIER Laurence SNES
SEU ESAULOV Simonetta SNUIPP
NEKKACHE Sonia SNES
LE CORNEC Brigitte SNUIPP
DIAS de Melho SNES
FEYFANT Pablo SNUIPP
HUCHET Véronique SNUIPP
MASSALSKY Alain SNES
SAMSON Catherine SNUIPP
BACHERE Serge SNUIPP
KOUKI ABDELATIF Imen SNUIPP
LE MOEL Sébastien SNES
MICHELETTA Cyrille SNUIPP
SOLER-TANGUY Karine SNUIPP
LAFRANCE Pierre SNUIPP
LEBLOND-SZLAMOWICZ Dominique SNUIPP

FAITES VOTER
présentée par
et hors tendance

VOTEZ CONTRE L'INACTIVITE DE L'EXECUTIF FSU

FIANT LAURENCE
BALU Bernard
FASSO Sybille
FLEURY Jean-Matthias
LÉGER Catherine
LAHBIB Malik
RAEDERSCHIEDT Sybil
VANCOSTENOBLE Jean Marc

Un exemple parmi tant d'autres : le 6 octobre, la revue FSU « POUR » sort et titre : "Lycée, besoin de réformes". Juste avant le 13 octobre jour où Sarkozy annonce sa réforme des lycées... Et où Gérard Aschieri se félicite : "Nous retrouvons dans ce plan de réforme des revendications que nous portions". Cet accord est également la tonalité des communiqués de presses sur le lycée et d'ailleurs de la plupart des communiqués de la FSU.

QUELLES SONT LES REVENDICATIONS QUE NOUS RETROUVONS DANS LE PLAN DE REFORME DE SARKOZY ?

Le remplacement d'heures de cours par des heures de soutien ainsi que des redoublements et des classes passerelles par des stages pendant les vacances ? On imagine le nombre de postes supprimés, d'autant que ces palliatifs peuvent être assurés en heures sup. ou par des étudiantEs en Master comme le propose le rapport Descoings...

L'amélioration de la formation professionnelle des enseignantEs ? L'abstention de la FSU au CTPM a laissé passer les décrets sur le recrutement des enseignants, et donc la perte du stage accompagné et des IUFM.

La revalorisation ? Avec l'aumône des débuts de carrière et le salaire au mérite et au zèle à "réformer".

La défense des statuts ? Avec la précarisation, l'inflation des obligations et les changements de statut des établissements ; avec la loi mobilité la RGPP et les restructurations ; avec les équipes mobiles de sécurité et les "responsables d'études" à la place des CPE et des ConseillerEs d'orientation...

La situation des élèves ? Avec les bourses au mérite et la cagnotte absentéisme, dans l'espoir de contrer un des effets de la réforme des LP ; avec le bac fragilisé via l'"engagement" et la casse de l'enseignement des langues ; avec l'orientation musclée...

La défense de l'outil syndical ? Avec le "dialogue social", Sarkozy impose un syndicalisme d'accompagnement et des recompositions syndicales au sommet (cf. ce qui se trame entre la FSU et la CGT).

LA DIRECTION DE LA FSU N'A PAS UNE STRATEGIE A LA HAUTEUR

Nous vivons une « crise » sociale ou plutôt une « crise » du capitalisme qui se traduit par une vague sans précédent de licenciements, d'entreprises fermées ou démantelées, par une destruction systématique du secteur public, de la fonction publique et plus généralement de l'ensemble du compromis social de 1945, issu du programme du CNR. Le gouvernement et le patronat sont bien décidés à faire payer l'entièreté de la « crise » aux salariéEs et à préserver les privilèges indécents des nantis. Ils ont l'appui total des institutions européennes qui restent rivées sur leur credo néolibéral.

Face à cette offensive implacable, on aurait besoin d'un syndicalisme et particulièrement d'une FSU puisqu'elle est la plus représentative dans notre secteur- capable de construire un rapport de force à la hauteur de cette lutte des classes. D'une FSU qui ait envie de lutter ; qui privilégie la défense des acquis sociaux et pas la défense de la boutique syndicale à travers le « dialogue social » imaginé par le pouvoir

Les directions départementale et nationale de la FSU
nous ont entraînéEs dans la défaite. Changeons-les!

ET POUR L'ORIENTATION ALTERNATIVE EMANCIPATION

pour intégrer le syndicalisme et mettre fin à son indépendance.

On aurait besoin d'une FSU qui organise la lutte collective, en s'appuyant sur les secteurs les plus mobilisés. D'une FSU qui organise la défense collective des secteurs les plus menacés et qui fasse converger tous les mécontentements.

Et en fait à quoi sommes nous confrontéEs ? A des grèves de 24 h décidées sans envie d'aller plus loin, sans reconduction, sans Assemblées Générales, sans appui à des secteurs qu'on a laissés un à un aller à la défaite (universités contre la loi LRU, comme Continental, Molex, Goodyear, casse de la formation des maîtres, lycéens contre la destruction du lycée, attaques contre la laïcité ...). Dans cette stratégie, les syndicats dont bien sûr la FSU n'ont jamais recherché la victoire. Ils ont laissé les lycéens isolés, les universitaires isolés. Pire, sur la formation des maîtres, la FSU, par son vote, a contribué à la destruction programmée des IUFM.

Non seulement cette stratégie de l'émiettement et du refus de faire converger les luttes a abouti à une catastrophe annoncée mais on se retrouve dans une situation où il est même plus difficile, faute de crédibilité, d'engager des luttes. Par leur stratégie et leur défense corporatiste de la boutique syndicale, les directions syndicales ont laissé le champ libre aux attaques.

La direction UA et EE de la FSU nous fait perdre sur tout, dans l'espoir d'avantages bureaucratiques.

RESISTONS A CE POUVOIR, ET IMPOSONS UNE ALTERNATIVE

Pour que la FSU cesse de perdre des batailles et des syndiquéEs et pour nous réapproprier notre outil syndical dévoyé et lui redonner sa finalité de défense collective des travailleurs, VOTONS NON AU RAPPORT D'ACTIVITE de la direction sortante. ET CHOISSONS UNE AUTRE ORIENTATION POUR LA FSU :

Avec Emancipation, exigeons que la FSU en finisse avec l'accompagnement des mesures gouvernementales, se batte pour l'abrogation des textes imposés cet été (loi mobilité, décrets sur la formation des maîtres...) et le retrait de ceux annoncés (réforme Sarkozy-Chatel des lycées, loi sur le dialogue social dans la fonction publique...). Battons-nous pour défendre les statuts qui existent encore, pour l'annulation de suppressions de postes et pour toutes les créations nécessaires. Et pas seulement avec une grève de 24 h sur le Budget.

Battons-nous pour une autre école dans une autre société. Une école qui refuse le tri social des élèves, les filières ségréguées. Une Université et une Recherche qui échappent aux appétits du patronat et aux visées des présidents d'université pour la plupart convertis au libéralisme. Battons-nous pour une véritable formation des maîtres, avec les Ecoles de formation professionnelle que sont les IUFM et les stages accompagnés.

Battons-nous contre la précarité qui se développe partout en exigeant la titularisation sans condition de tous les non titulaires. Contre la criminalisation et le fichage des jeunes, des pauvres, des immigréEs, contre l'enfermement des mineurEs, contre une société de plus en plus répressive.

Battons-nous pour empêcher le démantèlement des différents services publics : la poste, les territoriaux,...

Battons-nous pour une unité syndicale basée sur la démocratie et les luttes, pas sur la reconnaissance institutionnelle du syndicat.

VOTEZ EMANCIPATION

Nous contacter, s'abonner à notre revue : er@emancipation.fr

site : www.emancipation.fr.

PÉRÉ Jacques
BENNETOT Agnès
BEYE Mohammed
UGUEN Antoine
BACLET Magalie
EL MESSAOUDI Rachid

Pour la Reconquête Pour la défense

Au cours du seul été 2009, la loi sur la mobilité a été adoptée, les décrets de mastérisation des concours sont parus, les conséquences de la Révision Générale des Politiques Publiques, avec son cortège de milliers de suppressions de postes, se sont accélérées. Ce qui est en jeu, c'est l'existence des services publics avec des fonctionnaires sous statut, garants de l'égalité en droit des citoyens.

Notre fédération a un rôle décisif dans l'Éducation Nationale et dans la Fonction publique. Notre liste entend œuvrer pour que l'emporte, en dehors de tout esprit de « tendance », la défense des personnels. La mastérisation des concours de recrutement des enseignants est un enjeu pour toute la fonction publique, pour la FSU :

150 000 étudiants sans droits, sans garanties, sans statuts : Maintenant, partout, unité pour le retrait de la circulaire créant les remplaçants à 3 000 € par an !

Dès cette rentrée, en application des décrets du 29 juillet 09 et de leur circulaire d'application du 20 août, plus de 1000 étudiants en master dans l'académie de Créteil effectuent des stages en responsabilité payés 3000€ par an pour 108H, prenant en charge nos services d'enseignants, CPE, documentalistes

En recrutant 150 000 stagiaires - 100 000 en observation, 50 000 en responsabilité - pour 14 000 postes aux concours, le ministre n'entame-t-il pas le remplacement de corps d'enseignants fonctionnaires de l'Etat, professeurs des écoles, professeurs certifiés, agrégés, CPE et PLP, par des dizaines de milliers de précaires, titulaires d'un master d'enseignement mais collés aux concours de recrutement ?

Le ministre ne veut-t-il pas mettre à bas tout l'édifice qui fonde l'école accueillant les enfants de toute la nation, avec des enseignants formés et disposant d'un statut de fonctionnaires de l'Etat, ce qui fonde tous les syndicats nationaux de la FSU ? Le 22 juillet a été adoptée la loi relative à la mobilité dans la Fonction Publique, qui ouvre la possibilité de licencier un fonctionnaire, de recourir à l'intérim. Tout cela n'est-il pas parfaitement cohérent ?

Si le ministre Châtel a pu publier les décrets, c'est pour rappel, grâce à l'abstention de la FSU au CTPM du 28 mai et à son départ du CSFPE du 16 juin pour ne pas avoir à voter contre les décrets. Cela alors que des syndicats nationaux et un grand nombre de sections départementales demandaient de voter contre, après la grève des personnels du supérieur et des étudiants qui demandaient le retrait de la réforme.

Le CN du SNES en septembre a adopté une motion demandant « *le retrait de la circulaire traitant des stages avant le concours* » et exigeant « *l'ouverture de négociations pour rédiger la nouvelle circulaire.* » Le CDFN de la FSU a adopté ensuite une position analogue.

Le CN du SNES a tenu à préciser : « *Nous refusons tout stage qui signifierait l'attribution à un étudiant d'un service d'enseignement qu'il devrait assumer seul.* » Nous sommes heureux d'avoir contribué à ce résultat. La FSU doit combattre et mettre en œuvre ce mandat dans l'unité pour faire reculer le ministre et obtenir le retrait de la circulaire afin de préserver nos statuts.

Votez pour

d'un Syndicalisme Indépendant (PRSI) de tous nos statuts et de nos syndicats

Abandon de la réforme du lycée, n'est-ce pas encore d'actualité ?

Les mesures annoncées par le président SARKOZY le 13 octobre reprennent les recommandations du rapport Descoing :

- **Diminution du nombre d'heures de cours** pour un accompagnement personnalisé de 2 heures de la seconde à la terminale, « refonte des horaires du cycle terminal », les lycéens français, avec leurs 1036 heures de cours par an en moyenne, étant environ 10% au-dessus de la moyenne selon l'OCDE.

- **Remise en cause du service public d'orientation**: pourquoi garder les COP si des enseignants informent et conseillent les élèves ? 50 COP recrutés l'an dernier, soit 1 sur 5 partant en retraite ! **L'orientation est une mission en passe d'être intégrée au service des enseignants et des CPE ou privatisée !**

Ces mesures ne répondent pas à nos revendications ; ce qui a été rejeté en 2008 ne doit pas s'appliquer en 2010 ! La FSU doit défendre l'enseignement, le maintien des heures de cours et du bac, défendre les statuts de COP et d'enseignant, les CIO !

Comment Gérard ASCHIERI peut-il affirmer : « les annonces du Président...abandonnent une bonne partie des choix dangereux du précédent projet de réforme » ? Pour les revendications urgentes, pour la grève jusqu'à satisfaction !

Après l'échec des journées des 26 mai et du 13 juin 2009, journées saute-moutons, et des défilés sans grève, le recours à la grève pour nos revendications est indispensable :

- **Pour le retrait de la circulaire traitant des stages avant le concours : pas de stages en responsabilité pour les étudiants ; abrogation des décrets sur la mastérisation ;**

- **Pour l'arrêt des suppressions de postes, la restitution des postes supprimés ;**

- **Pour la défense des statuts et des corps des fonctionnaires, du code des pensions, le retour aux 37,5 annuités pour tous public-privé ;**

- **Pour l'abrogation de la loi sur la mobilité. Contre les privatisations, pour la défense des personnels décentralisés (ex TOS), pour le maintien de tous les personnels dans la Fonction publique d'Etat ;**

- **Pour les salaires, pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, non à une revalorisation de quelques uns financée par le blocage des salaires de tous et les suppressions de postes.**

- **Pour le retrait définitif de la réforme des lycées, des bacs professionnels en trois ans, pour la défense des RASED et de la maternelle ;**

- **Pour la laïcité, fonds publics à la seule école laïque.**

contact : prsi94@gmail.com et <http://prsi.free.fr>

la liste PRSI

CGT,CFDT,SOLIDAIRES,FSU,UNSA,
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME,CIMADE,RESF,
FEMMES EGALITÉ,AUTREMONDE,DROITS DEVANT !!

Solidarité avec les travailleurs-euses « sans-papiers » en grève.

Dans le prolongement du mouvement engagé le 15 avril 2008, 3000 travailleurs-euses sans papiers du nettoyage, de la sécurité, de la restauration, de la construction, de l'intérim... sont en grève depuis le 12 octobre 2009 sur leur lieu de travail ou sur leur secteur d'activité (siège de fédération patronale ou grande entreprise), pour gagner leur régularisation administrative et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Ces travailleurs-euses sont nombreux et indispensables dans certains secteurs de notre économie (bâtiment, travaux publics, nettoyage, sécurité, restauration, intérim, aide à la personne, agro-alimentaire, confection...).

La plupart paient des impôts, cotisent (retraites, maladie, chômage...).

Ils ne prennent le travail de personne et bien souvent l'exercent dans des conditions particulièrement pénibles, parce que sans droit.

La CGT, la CFDT, L'Union syndicale Solidaires, la FSU, l'UNSA, la Ligue des Droits de l'Homme, la Cimade, le Réseau Education Sans Frontières, Femmes Egalité, Autremonde et Droits Devant se sont adressés par courrier au Premier ministre, le 1^{er} octobre 2009, pour demander une circulaire ministérielle afin de permettre la régularisation de tous ces salarié(e)s !

Ces travailleurs-euses en grève ont aussi besoin de notre solidarité morale et financière. Les sommes versées directement sur les piquets de grèves seront intégralement versées aux grévistes.

Vous pouvez verser vos dons par chèque (ordre : « *solidarité sans papiers* ») à l'adresse suivante :

CGT service comptabilité – 263 rue de Paris 93100 Montreuil, ou directement aux militants d'une des 11 organisations (voir plus haut)

Ils bossent ici, ils vivent ici, ils restent ici !

Paris le 20 octobre 2009.

C'est dimanche! Allons défendre les droits des enfants de sans-papiers devant Notre-dame de Paris !

Devant la multiplication, depuis cet été, des mises en rétention de enfants de sans-papiers et la suppression à la rentrée de septembre de la fonction de Défenseur des enfants, le Réseau Education Sans Frontière (RESF) a décidé de se rassembler **tous les dimanches après-midi de 16h à 17h30, sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris**, en accord avec l'archevêché, pour dénoncer l'enfermement de ces mineurs et les démembrements de familles provoqués par les expulsions.

Le dernier rassemblement devrait se tenir le 22 novembre, soit deux jours après le **20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant**, bafouée par la politique migratoire du gouvernement.

La FSU94 appelle à participer à ces rassemblements.



*Ne restez pas isolé, défendez vos droits,
rejoignez l'un des syndicats de la FSU.*

Maison des Syndicats 11/13 rue des Archives 94000 Créteil.

Tel : 01 49 56 97 22 Fax : 01 49 56 97 34

Site : <http://perso.wanadoo.fr/fsu94>

Mail : fsu94@fsu.fr



	<p>SNASUB – Personnels d'Administration et d'Intendance</p>	<p>Secrétaire académique : Yann MAHIEUX Tel: 01 48 96 36 65 Email : creteil.snasub@free.fr internet http://snasub-creteil.fr</p>
	<p>SNCS – Syndicat National des Chercheurs Scientifiques.</p>	<p>Tel : 01 49 56 97 22</p>
	<p>SNEP – Enseignants EPS : professeurs agrégés, certifiés, AE, CE, MA, contractuels, vacataires, stagiaires.</p>	<p>Secrétaire : Coralie BENECH Tel : 01 43 77 00 22/55 30 site : www.snep94.fr.st Email : s2-94@snepfsu.net</p>
	<p>SNEPAP – Syndicat National des Educateurs et Personnels de l'Administration Pénitentiaire.</p>	<p>Claude CHARAMATHIEU Tel : 01 49 56 97 22 Email : snepap@club-internet.fr</p>
	<p>SNES - Professeurs agrégés, certifiés, AE, CE, MA, contractuels, vacataires, CPE, CO-Psy stagiaires (sauf EPS), MI-SE, aides éducateurs.</p>	<p>SNES académique Tel : 08 11 11 03 83 Fax : 01 41 24 80 61 Secrétariat départemental : J.M.Harvier, S.Kourda, J.M.Gouezou Site : www.creteil.snes.edu Email : s3cre@snes.edu</p>
	<p>SNESUP – Professeurs de l'Enseignement Supérieur</p>	<p>Tel : 01 45 17 11 05 Email : lauton@univ-paris12.fr Site : http://www.snesupvm.org</p>
	<p>SNETAP – Syndicat National de l'Enseignement Agricole Public</p>	<p>Secrétaire : Hélène HUET Tel : 01 43 96 71 57 Email : hhuet@vet-alfort.fr</p>
	<p>SNICS – Infirmières et Infirmiers Conseillers de Santé</p>	<p>Secrétaire académique : Jean-Claude ROGER Tel : 06 60 24 14 94 ou 01 49 56 97 30. Responsable départementale : I. ELLUL 01 45 18 32 84</p>
	<p>SNPES- PJJ – Personnels de l'Education Surveillée et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse</p>	<p>Secrétaire régionale : Natacha GRELOT Contact départemental : Valérie HAUDIQUET 01 48 99 95 04</p>
	<p>SNPIEN – Syndicat National des Personnels d'Inspection de l'Education Nationale.</p>	<p>Christian BILLIERE Tel : 01 44 79 96 40</p>
	<p>SNUAS-FP – Assistantes et Assistants Sociaux</p>	<p>Secrétaire : Jean-Pierre LHANDE Tel : 01 49 56 97 30</p>
	<p>SNU/CLIAS – Syndicat National Unitaire des Collectivités Locales de l'Intérieur et des Affaires Sociales</p>	<p>Secrétaire départemental : Michel ANGOT Tel : 01 48 99 86 04 Email : sdu94@voilà.fr</p>
	<p>SNUEP - Syndicat National Unitaire de l'Enseignement Professionnel: PLP, CPE, stagiaires, MA, contractuels et vacataires</p>	<p>Secrétaire académique : Gérard RUMEAU Secrétaire départementale : Laurence TRUBLEREAU Tel : 01 43 77 02 41 Email : snuép.creteil@wanadoo.fr</p>
	<p>SNUIPP – Instituteurs, professeurs des écoles, PEGC, contractuels, aides éducateurs.</p>	<p>Secrétaire : Hélène HOUGUER Tel : 01 49 56 97 10 Email : snu94@snuipp.fr</p>
	<p>UNATOS - Agents, personnels de laboratoire, Techniciens, Ouvriers de l'Education Nationale</p>	<p>Secrétaire académique : Marie-Françoise DAUPRAT. Permanence FSU 93 lundi et mercredi A.M Tel : 01 48 96 36 96 – Fax : 01 48 96 36 80.</p>



LA BANQUE DU MONDE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Pour vous occuper **sereinement**
de l'avenir des autres, nous vous aidons
à **construire** le vôtre.

> Prêts immobiliers, crédits consommation, épargne, assurances,
tous les services **d'une banque 100% éducation nationale**

Crédit  Mutuel
Enseignant
www.cne.creditmutuel.fr

Crédit Mutuel Enseignant en Ile de France
Créteil • Evry • Paris Quartier Latin • Paris Haussmann
Versailles • Paris la Défense
Tél. : 0820 09 99 89*

planedevillage - photos: gallyn.ages

*N° rouge : 012 € TTC/mo.